

Élections fédérales 2015 – Position de la CCOCDE

La Coalition canadienne des organismes communautaires en développement de l'employabilité (CCOCDE) est composée d'associations nationales et provinciales à but non lucratif. Ces organisations partagent la vision de la CCOCDE, qui veut que « toutes les personnes aient accès à des services communautaires qui les soutiennent dans leur recherche d'un emploi significatif et vers leur inclusion sociale ».

Les organismes en employabilité :

- Réduisent les obstacles à l'emploi et accélèrent la transition vers la vie active et l'indépendance économique.
- Favorisent l'inclusion des populations marginalisées dans le monde du travail.
- Mettent l'accent sur les clients, en les aidant à surmonter leurs obstacles à l'emploi.
- Travaillent avec les employeurs locaux pour répondre à leurs besoins en ressources humaines.
- Comprennent bien les besoins du marché du travail de leurs provinces et collectivités.
- Collaborent avec d'autres ressources dans leurs communautés, améliorant ainsi l'efficacité des services destinés aux individus plus ou moins éloignés du marché du travail.

Situés à travers le Canada, nos membres offrent la majeure partie des services publics d'emploi gérés par les autorités provinciales et financés par le gouvernement fédéral. Par le biais des Ententes sur le développement du marché du travail (EDMT) et des Ententes sur le Fonds canadien pour l'emploi, Ottawa verse environ 2,7 milliards de dollars annuellement aux provinces et territoires. Nos membres offrent également des services et programmes financés directement par le gouvernement canadien à divers groupes sous-représentés sur le marché du travail. Par ailleurs, les organismes communautaires augmentent la portée du financement reçu du gouvernement grâce à différents projets et collaborations avec des partenaires du milieu.

La CCOCDE appuie le rôle du gouvernement fédéral dans l'élaboration et la mise sur pied d'initiatives nationales portant sur l'emploi et la formation. Depuis 1996, la Coalition canadienne a appuyé le processus de décentralisation des services publics d'emploi vers les provinces et territoires. Nous croyons que les gouvernements provinciaux sont les mieux outillés pour gérer les programmes et services d'emploi. En étant plus près du terrain, ils peuvent mieux répondre aux besoins locaux du marché du travail qui varient à travers le pays et qui exigent par conséquent une connaissance approfondie des réalités régionales.

La CCOCDE reconnaît le leadership du gouvernement fédéral pour l'orientation stratégique à long terme et le maintien d'un financement adéquat, mais recommande fortement la collaboration avec les provinces et territoires ainsi que les autres acteurs du marché du travail, dont les entreprises, les syndicats, le secteur de l'éducation et les organismes en employabilité. Nous reconnaissons que, malgré le potentiel économique solide du Canada, le développement de la main-d'œuvre délaisse encore de nombreux groupes non- ou sous-

représentés sur le marché de l'emploi, en particulier les jeunes, les Autochtones, les personnes handicapées et les nouveaux arrivants. Les entreprises perçoivent ce gaspillage de talents, mais ont besoin d'un partenariat efficace avec le gouvernement et les organismes en employabilité pour combler leurs besoins de compétences. Ensemble, nous pouvons aider ces individus afin qu'ils contribuent pleinement à l'économie.

Il est également essentiel que le gouvernement fédéral collabore avec les provinces et participe activement aux réunions des ministres du marché du travail. La cohésion et la coopération entre les paliers gouvernementaux permettra d'éviter la duplication des services, de créer un continuum intégré de services et de maximiser les deniers publics. L'arrimage des programmes de formation et d'emploi avec de grands projets de développement économique se traduirait également par un meilleur retour sur l'investissement.

Le Canada a besoin :

1. D'un cadre national qui fixe les investissements en matière d'emploi et de développement économique, guidé par des indicateurs de résultats acceptés et reconnus.
2. D'un financement accru pour la recherche sur les pratiques innovantes, pour l'information sur le marché du travail (IMT) et pour le soutien accordé aux chômeurs qui répondent aux besoins des marchés du travail régionaux.

La CCOCDE fait la promotion de services d'emploi bien intégrés, basés sur une IMT fiable et exhaustive, en plus d'encourager une plus grande mobilité de la main-d'œuvre. Elle représente un allié important, offrant une expertise unique pour tout organe consultatif national qui serait établi après l'élection fédérale, afin de gérer de la manière la plus efficace, efficiente et équitable possible les fonds publics destinés aux programmes de formation et d'emploi. Nous le devons aux travailleurs et entreprises d'aujourd'hui et de demain.

Questions

1. Si vous êtes élus, quelles politiques mettriez-vous en œuvre en lien avec l'emploi et la formation?
2. Quelle est la position de votre parti à l'égard des programmes d'emploi destinés aux groupes sous-représentés sur le marché du travail? Comment pourraient-ils être améliorés?
3. Quelle est la position de votre parti à l'égard des services d'emploi dans les régions rurales?
4. Comment votre parti prévoit-il assurer l'accès à des services d'emploi pour tous les Canadiens désirant intégrer ou se maintenir sur le marché du travail, peu importe leur âge, leur statut, leur secteur d'activité ou leur niveau de scolarité?
5. Comment investiriez-vous les 97 millions de dollars promis mais non dépensés pour la formation et l'emploi en 2014–2015 afin de promouvoir le développement économique du Canada?

Les membres de la CCOCDE

